

ACTES DU COLLOQUE

« NEUJ PRO 2011 - 10èmes Rencontres Nationales des Professionnels et des Elus de la Jeunesse »

ATELIER D'ÉCHANGES DE PRATIQUE N° 1

« Leur conception de la réussite professionnelle, ils nous en parlent »

↳ Intervenants :

Nicolas GARCERAN, Médecin pour Médecins sans Frontières

Paolina De GAULLIER, Agricultrice de l'Allier

Delphine FAUCON, Cofondatrice du Centre de ressources et d'éducation sensorielle, nutritionnelle et alimentation (CRESNA)

Animatrice : Frédérique SABY, Directrice de la Mission locale de Vichy

Frédérique Saby :

Merci à tous de participer à cet atelier : Leur conception de la réussite professionnelle, ils nous en parlent. Je suis Frédérique Saby, directrice de la mission locale de Vichy. On attend une troisième personne intervenante qui, pour des raisons professionnelles, va nous rejoindre tout à l'heure. En tant que Directrice de mission locale, j'ai été tout de suite très intéressée par cet atelier pour parler de trajectoires professionnelles, de faire des choix, des motivations, de comment on arrive, comment on construit son parcours professionnel et comment un métier peut aussi être une passion. Je vais passer maintenant la parole aux intervenants de cet atelier d'échanges de pratique. Il y a eu pas mal de changements comme vous le remarquez. M. Sophiane Amezza a eu un empêchement professionnel et ne peut pas être là aujourd'hui. Et David Jouanet a eu malheureusement un accident du travail, donc, lui aussi n'a pas pu être présent. Je passe la parole à Nicolas Garceran qui va se présenter lui-même, comme ça je ne ferai pas d'impair.

Nicolas Garceran :

Bonjour tout le monde. Je suis donc Nicolas Garceran, médecin généraliste. J'ai une trentaine d'années.

De façon assez simple, l'idée de devenir médecin a germé assez tard pour moi. Étant plus jeune, j'ai eu beaucoup de chance d'évoluer à l'étranger. Mes parents étaient professeurs et j'ai vécu en Amérique du Sud. Je pense que c'était l'envie d'être médecin, mais aussi l'envie d'avoir un parcours à l'étranger et de connaître des expériences professionnelles à l'étranger. L'idée de médecin, je pense que c'était, peut-être, une opposition au parcours qu'avaient eu mes grands frères qui avaient un parcours plus scientifique et plus technique. Ça a été un mélange de choses et d'autres. À un moment aussi, juste après le bac, il faut bien décider. Donc, je me suis lancé dans une carrière d'études médicales. J'ai fait mes études à Toulouse, études de médecine qui sont très très longues. Donc 6 ans passés à Toulouse et ensuite, j'ai passé l'ancien internat qui est maintenant l'examen national classant, en fonction de ce que l'on a on choisit en orientation future à savoir sa spécialité et sa géographie. Je suis ainsi parti faire cet internat de médecine générale à Tours durant 3 années où j'ai pu évoluer dans différents services de la région centre.

J'ai ensuite passé ma thèse en 2009 ; on peut dire que je suis un jeune diplômé puisque janvier 2009 ce n'est pas très loin finalement.

Par la suite, j'ai très vite posé des candidatures dans différentes ONG, notamment Médecins du Monde qui m'a rapidement retenu. J'ai pu partir dès mai 2009 en Angola pendant un peu plus de 6 mois dans un projet, sans entrer dans les détails, d'accompagnement, un projet plus de santé publique ; projet qui m'a permis déjà d'avoir un premier pied dans l'univers humanitaire. Il y a beaucoup de fantasmes et, personnellement, j'avais beaucoup de fantasmes aussi sur ce que pouvait être l'humanitaire. Beaucoup de choses sont dites dans les médias, chacun se fait beaucoup de représentations de la médecine humanitaire. Il y a des métiers de la médecine humanitaire qui apparaissent de plus en plus avec les carrières humanitaires. et j'ai découvert tout ça. J'ai découvert aussi l'ambiance ONG qui est très humaine, avec le côté positif et le côté négatif et aussi l'expérience culturelle, l'expérience de travail à l'étranger avec tout le côté de l'expérience à l'étranger dans un cadre humanitaire. C'était une vraie découverte pour moi, une vraie mise de pied à l'étrier. La mission a un peu capoté... Il y a eu des problèmes et elle a été avortée. Je suis donc rentré à la fin 2009.

J'ai ensuite attendu 2/3 mois et suis reparti en mission en Colombie. C'était une mission plus d'assistance médico-psychologique aux populations qui sont victimes du conflit armé là-bas, beaucoup plus médical avec des interventions sur le terrain. C'était en pleine continuité avec ce que j'avais lancé auparavant, quelque chose de très très enrichissant qui a duré un an.

Je suis rentré fin mars de cette année. Je voulais prendre quand même un peu de recul sur ces deux premières années, rester un peu en France, me remettre en question car j'avais besoin de retrouver certains repères ici. Mais ce qui comptait beaucoup pour moi était la continuité de ce que j'avais lancé avec ces deux premières expériences. Et j'ai commencé à réfléchir. Je voulais faire du médico-social parce qu'il y a souvent un angle d'approche transversal avec des problématiques, un travail d'analyse, de réflexion sur les situations. Donc, je voulais garder ce travail d'analyse dans mon travail. J'ai postulé à droite, à gauche, dans les structures associatives ou institutionnelles qui avaient une approche médico-sociale de publics différents, précaires ou pas, enfants, adultes, personnes âgées. J'ai fini par être accepté sur un poste chez Médecins sans frontières. *Je ne vous l'ai pas dit, je suis parti avec Médecins du monde ?* Médecins sans frontières est une ONG aussi. Historiquement, beaucoup de choses rapprochent Médecins du Monde de Médecins sans frontières. Dans l'approche, ce sont deux ONG qui sont relativement différentes. Médecins du Monde fait plus de développement durable. Les deux tiers des interventions de Médecins du Monde sont pour le développement durable. Un tiers leurs financements sont alloués à des interventions de missions d'urgence. Médecins sans frontières, c'est une ONG médicale qui fait plus d'urgence. Je suis sur une mission France qui n'est plus qu'à Paris. Avant, il y avait une mission également à Marseille, à Mayotte, mais les projets ont fermé. A Paris, je travaille depuis juillet de cette année. C'est un centre de soins psychologiques qui fait de l'accompagnement essentiellement pour des populations étrangères qui sont nouvellement arrivées en France, des populations qui ont fui leur pays pour différentes raisons de violences politiques, de persécutions et qui prennent la route de l'exil, qui arrivent en France, demandent asile et qui se retrouvent dans des situations très très précaires. C'est une précarité qui se décline à tous points de vue car ce sont des personnes qui sont en grande souffrance. Médecins sans frontières a ouvert ce centre pour accompagner ces personnes-là. J'ai un rôle de médecin dans cette structure, de médecin référent. Cela fait 3 mois et demi que j'y suis maintenant et je suis très heureux de continuer *dans la même continuité*. Je trouve que le parcours que j'ai depuis 2 ans et demi a une certaine cohérence dans la mesure où il y a une continuité. Les expériences que j'ai pu avoir enclenchent d'autres expériences avec une certaine cohérence. Peut-être qu'on va alimenter la discussion après.

Frédérique Saby :

On va laisser maintenant le second intervenant, l'intervenante se présenter. Après, je vous passerai le micro pour que vous puissiez poser vos questions.

Delphine Faucon :

Bonjour à tous. Delphine Faucon, 26 ans, cofondatrice du CRESNA. Le CRESNA est un centre de ressources et d'éducation sensorielle, nutritionnelle et alimentation. Pour faire simple, on est là pour sensibiliser petits, grands, particuliers, professionnels à une alimentation variée, équilibrée et raisonnée.

Comment j'en suis arrivée à créer ma propre activité ? Et bien ça a été très simple, j'ai commencé, par le bac, puis la faculté de médecine, en pharmacie. J'y ai fait une année. Je n'ai pas eu le concours et j'ai retenté une autre fois. Durant cette deuxième année de pharmacie, je me suis rendu compte qu'à côté de cette année de pharmacie, il existait une licence maîtrise de la vie et de la santé option nutrition à la faculté de Clermont Ferrand que je ne connaissais pas du tout et la nutrition m'intéressait énormément. J'ai attendu que l'année se finisse et je suis partie sur cette licence pour enchaîner sur un master 1. Qu'est-ce qui s'est passé ? Durant mon stage que j'ai effectué à la CLCV, notre association de défense des consommateurs de Clermont-Ferrand, j'ai été engagée en CDD comme animatrice prévention santé. C'est de la prévention générale sur la santé, prévention cancer, prévention hygiène bucco-dentaire, de l'alimentation, mais pas forcément que axée là-dessus. J'ai participé aussi dans cette association au diagnostic santé des quartiers nord de Clermont-Ferrand ce qui m'a fait travailler avec le public en situation de précarité. Le contrat n'a pas pu être renouvelé. J'ai donc décidé de finir mon master 1. Comme je voulais vraiment me centraliser sur la prévention, mais dans le domaine de l'alimentation, j'ai essayé de chercher des postes correspondants. Je ne voyais pas forcément l'intérêt de continuer en master 2 parce que les options qu'il y avait ne correspondaient pas à la prévention alimentaire. Donc là m'est venu le projet de créer ma propre activité. J'ai pris mon courage à deux mains, je suis allée voir Pôle emploi, leur cellule création et je leur ai dit que j'avais ce projet, que je voulais créer mon activité dans le domaine du conseil et de la prévention alimentaire, que je connaissais un peu le métier puisque cela faisait plus d'un an et demi que je le faisais plus ou moins. J'ai demandé comment cela pouvait se passer. La cellule de Pôle emploi m'a prise en main. J'ai été renvoyée à la boutique de gestion ADRET de Beaumont qui est une structure d'aide à l'accompagnement à la création d'entreprise. Ils nous aident à faire l'étude de faisabilité, le business plan etc., bref je vous passe les détails. Une activité comme la mienne n'existe pas forcément en libéral. La boutique de gestion était un peu perdue pour m'aider parce qu'on n'a pas de points de référencement. On a fait tant bien que mal un « business plan ».

En décembre 2009, j'ai créé mon activité sous la forme d'auto-entreprise. Pourquoi j'ai choisi le statut d'auto-entreprise ? C'est très simple, les formalités sont très simplifiées. Etant une femme, jeune, sans beaucoup de capital au départ, c'est le statut le plus adapté. Et comme on n'avait pas réussi à faire une étude faisabilité, une étude de marché à proprement parler, on s'est dit qu'on allait prendre ce statut de l'auto-entreprise comme étude de marché. Je savais pertinemment que si ça décollait, le statut d'auto-entreprise n'était pas forcément adapté à mon activité. C'est pour ça qu'actuellement on est en train de changer ce statut. Je parle de « on » parce qu'entre temps, en octobre 2010, j'ai gagné le prix Talents des cités au niveau régional et national qui a apporté un peu plus de visibilité sur mes actions et la renommée de ma structure. Devant l'augmentation de l'activité, j'ai dû appeler en renfort ma collègue, Sarah Boivin, qui a fait une maîtrise à Strasbourg dans le développement durable et un master dans la communication scientifique option médiation culturelle. Elle me complète pour faire tout ce qui est l'alimentation, mais en amont de l'assiette. Cela nous permet ainsi dans la nouvelle structure de couvrir l'alimentaire de la graine à l'assiette. Avec son master, elle a tout le côté création d'outils, par exemple des jeux, des supports, des livrets pédagogiques, des expositions etc. C'est plus son domaine. Je lui donne la matière première pour qu'elle construise ses animations, elle met la forme pour que ça soit beau. On en est à présent à créer une SCOP. Pourquoi une SCOP ? Je ne sais pas si tout le monde connaît ? Une SCOP est une société coopérative de production. C'est un statut de l'économie sociale et solidaire. On a choisit ce statut parce qu'on travaille sur l'alimentation, cette thématique est une thématique du développement durable, l'économie sociale et solidaire vu les publics qu'on touche puisqu'on touche tout le monde, une de nos spécialités étant de faire des actions dans les quartiers prioritaires de la ville. Cela nous semblait une suite logique de travailler dans ce domaine-là et d'avoir ce statut, sans parler du fait que notre activité se prête tout à fait à la SCOP. Le centre de ressources a vocation à avoir des acteurs et des professionnels multidisciplinaires, autant des chargés de mission que des médecins ou des nutritionnistes ou des diététiciens. Chacun a besoin d'être assez indépendant dans sa filière. Le statut SCOP s'y prête puisque le salarié est au cœur de la structure et chacun prend le taureau par les cornes pour la structure.

Frédérique Saby :

Merci bien Delphine. Comme je vous avais indiqué, notre troisième intervenante avait un peu de retard pour des contraintes professionnelles. Elle va vous expliquer sa profession et vous allez tout

de suite comprendre pourquoi elle n'a pas pu nous rejoindre plus tôt. Comme je l'ai fait avec les autres, je lui passe la parole pour qu'elle se présente elle-même.

Paolina de Gaullier :

Bonjour à tous. Je m'excuse de mon retard. Je remplace ici et au pied levé le Président des Jeunes agriculteurs de l'Allier David Jouanet puisque je suis également agricultrice. J'avais un petit peu de travail ce matin vous l'imaginez, c'est pour ça que je suis arrivée un petit peu en retard. On m'a demandé de parler de mon parcours donc je me présente. Moi, c'est Paolina de Gaullier, j'ai 29 ans. Au départ, je ne m'étais pas du tout lancée dans l'agriculture, je voulais être institutrice. Ma mère était elle-même agricultrice. Mon grand-père est décédé et donc j'ai décidé de prendre la suite sur un coup de tête un petit peu. J'ai arrêté la faculté, j'avais commencé une première année en biologie. J'ai fait un BTS ACSE, analyses et conduites des systèmes d'exploitation au lycée de Marmilhat pendant deux ans. On a ensuite un parcours pour arriver jusqu'à l'installation qui demande de faire un stage de 6 mois et je l'ai fait à l'étranger, en Irlande. Je me suis ensuite installée en 2006 sur une exploitation dans la commune de Périgny qui est à une vingtaine de kilomètres d'ici, dans l'Allier. J'ai des vaches allaitantes. Je vais être un peu technique. J'ai une production de broutards mâles qui sont des veaux de 9 à 10 mois et parallèlement j'ai une production de génisses de boucherie. Je ne sais pas s'il faut dire un peu plus. Je travaille seule. Ma mère a sa propre exploitation juste à côté de la mienne. Il y a un peu d'entraide mais chacune a son affaire.

Une participante dans la salle :

Vous remplacez quelqu'un ici. Vous êtes vous-même engagée dans une organisation syndicale ?

Paolina de Gaullier :

Je l'étais jusqu'à l'année dernière il me semble... J'étais secrétaire générale des Jeunes agriculteurs mais je ne le suis plus, j'ai laissé ma place. Mais je suis toujours membre du Conseil d'administration au niveau départemental pour mon canton.

Frédérique Saby :

Ils ont fait le difficile exercice de se présenter devant vous et ce n'est pas évident, le matin de si bonne heure. On va laisser la parole à la salle et essayer de répondre à vos questions. Je pense que ce panel de témoignages est intéressant. On voit que des métiers bien différents peuvent devenir des métiers passion, même si on peut avoir l'idée, quand on est petit, d'être institutrice ou autre chose. Il y a aussi le parcours, les chemins, les personnes qu'on croise, la vie qui offre des choses. Je trouve que les trois témoignages qu'on vient d'écouter le représentent bien.

Anna Auboïs, Vice-présidente Jeunesse, Sports et Vie associative au Conseil régional d'Auvergne :

Je me présente, Anna Auboïs, vice-présidente du conseil régional en charge de la jeunesse, des sports et de la vie associative. J'aurai une petite question pour vous. Ça paraît simple quand vous l'avez expliqué. Je pense que ça n'est pas si simple de s'installer agriculteur même si on a, comme pour vous, de la famille dedans. J'aimerais bien que vous nous disiez si c'est aussi simple que vous l'avez dit. Je pense que ça n'est pas si simple surtout sur les terres.

Paolina de Gaullier :

C'est vrai que ce n'est pas un parcours très facile je le confirme. Vous parlez des terres agricoles. Pour moi, ça a été effectivement plus simple puisque j'ai un contexte familial qui m'a permis de m'installer facilement. Syndicalement, j'étais un peu engagée. Il est vrai qu'on voit beaucoup de jeunes qui repoussent leur projet parce qu'il est extrêmement difficile de trouver des terres de nos jours pour plusieurs raisons, parce que beaucoup de terres partent à l'agrandissement, d'autres partent à l'urbanisme. Ça devient un peu compliqué. Le parcours à l'installation lui-même est très contraignant au niveau administratif. A partir du moment où on a son projet d'installation jusqu'à ce qu'on soit vraiment agriculteur, il y a un an de démarches entre tous les organismes pour monter le projet. Je pense que c'est les deux aspects qui sont un peu contraignants dans notre métier, trouver du foncier c'est certain et après prendre le courage de se lancer dans les démarches. Après l'installation, il y a d'autres problèmes qui font que ça n'est encore pas simple parce qu'il y a des contextes économiques qui sont très compliqués. Pour mon cas personnel, je

me suis installée à un moment où le marché se portait très bien. Donc, j'ai investi une certaine somme dans mon troupeau et, un an après, les marchés se sont effondrés. J'ai alors passé 4 ans à essayer de remonter un peu la pente. On a des investissements. Sur les vaches allaitantes, on a des cycles de production qui sont d'environ un an donc il faut engager des fonds qu'on ne peut pas forcément rembourser tout de suite, et c'est un peu compliqué. Le contexte, je ne sais pas si tout le monde a suivi un peu, il s'est dégradé au fur et à mesure des années. On commence à avoir un petit peu de mieux mais c'est sûr que, pour un jeune, ce n'est pas évident.

Angélica Trincade-Chadeau, INJEP :

J'ai une question à poser. Je vais m'appuyer plutôt sur les deux premiers parcours, même si ça peut concerner aussi le troisième. Je suis Angélica Trincade-Chadeau et je travaille à l'INJEP. Je voudrais avoir votre avis à tous les deux sur quelque chose qu'on voit un peu entre les lignes quand vous expliquez votre parcours. C'est la question du sens du travail pour vous. Quand on travaille dans l'humanitaire, quand on est médecin et qu'on s'investit dans l'humanitaire, quand on veut créer son activité quand on est jeune, ce n'est pas évident. Est-ce que le moteur pour vous est le sens que vous donnez à votre travail, c'est-à-dire que ce n'est pas juste alimentaire, c'est aussi autre chose que d'aller travailler, de se lever tous les matins ? Est-ce que vous pouvez nous en dire un peu plus sur le sens du travail pour vous ?

Nicolas Garceran :

C'est une très bonne question et la réponse pour moi est relativement simple. Le sens de mon travail est la source de mon épanouissement professionnel. Je cherche à être épanoui dans mon travail. C'est le sens ressenti aussi. C'est le sens qu'on lui donne. Pour moi, c'est très important, ça participe de mon parcours. Je cherche à trouver du sens à mon travail et j'aurais beaucoup de difficulté à me retrouver dans un travail où je ne retrouve pas ce sens. Ça serait peut-être même quelque chose de douloureux pour moi.

Delphine Faucon :

Je sais que ma thématique s'y prête aussi. J'ai une expérience qui fait que je me suis rendu compte de certaines problématiques, entre autres dans les quartiers et que je me voyais pas avoir de la connaissance et ne pas la retransmettre à ces personnes-là. Il y avait un constat qui faisait que je ne pouvais pas le vivre correctement. Ensuite, il y a l'aspect création d'entreprise. Je me suis posé la question au départ parce qu'il faut la monter la boîte. Il faut se dire « est-ce que j'en suis capable ? ». Après, d'autres facteurs te disent, *si tu y arrives, tu peux créer de l'emploi, tu peux faire quelque chose pour la région*. J'ai la thématique de l'alimentation. C'est facile de dire qu'on a un patrimoine culinaire qui est formidable, donc que ça serait bien de le valoriser, de participer à ça. Il y a d'autres problématiques de santé publique liées à la précarité. J'ai été en plein dedans. Le sens est tout autour de l'alimentation. Si j'ai conscience qu'il y a des problématiques, je vais essayer de faire quelque chose.

Paolina de Gaullier :

Sur le fait de se lever tous les matins ? Mon choix, je vous ai dit, a été sur un coup de tête mais je ne le regrette absolument pas et cela pour une raison bien simple, c'est que je suis mon propre patron. Je ne me vois pas maintenant quitter ce métier pour aller pointer tous les matins à 8 ou 9 heures. J'ai une certaine qualité de vie que je ne laisserais pour rien au monde, même si j'évoquais tout à l'heure pas mal de difficultés. J'ai mon métier, je le garde.

Ghislaine Murcuillat, Conseillère technique à la Mutualité Sociale Agricole de Gironde :

Bonjour. Ghislaine Murcuillat, je suis conseillère technique à la MSA de la Gironde. Votre intervention me parle particulièrement. Je suis originaire des Pyrénées-Atlantiques dans une famille d'exploitants. Vous disiez que c'était un petit peu sur un coup de tête contextuel, le décès d'un membre de votre famille. Maintenant, vous dites que vous ne regrettez pas ce choix-là. Qu'est-ce qu'il en est quand même quand il a fallu que vous fassiez ce choix-là sur un coup de tête et les conséquences qu'il avait. On sait pertinemment quand on est originaire de ce milieu-là que les choses ne sont pas si simples. Vous avez fait un choix au départ d'aller vers autre chose que le monde agricole alors que vous vous étiez plutôt orientée vers l'enseignement. Un contexte, dans votre famille, vous fait, sur un coup de tête changer tous vos projets... *(toutes nos excuses, problème d'enregistrement pour de suite)*.

Paolina de Gaullier :

Un coup de tête, disons une opportunité. J'ai pris plus ou moins conscience qu'il y avait un bel outil de production, que c'était une opportunité peut-être à saisir. C'est moitié coup de tête parce que je n'avais pas forcément conscience de ce qui allait suivre au niveau démarches. Mais il faut plus le prendre comme une opportunité. C'était une certaine méconnaissance du contexte agricole parce que je m'étais lancée sur autre chose au départ, mais c'était reprendre l'outil de production familial qui me plaisait à ce moment-là. Et puis je ne me sentais pas à l'aise à la faculté. Ça a été moitié un coup de tête, moitié une opportunité que j'ai saisie.

Ghislaine Murcuillat :

Je voulais savoir aussi votre position en tant que femme dans le monde agricole.

Paolina de Gaullier :

Vaste programme. Ça dépend sur quel plan vous vous placez, sur le plan travail ou par rapport aux hommes ?

Ghislaine Murcuillat :

C'est surtout par rapport à l'activité professionnelle en elle-même quand on est seule dans une exploitation.

Paolina de Gaullier :

Ce n'est pas toujours évident parce que je ne suis pas aussi costaud, entre guillemets, qu'un homme. C'est une façon de voir les choses. Je sais que je ne ferai pas le volume de travail que peuvent faire certains agriculteurs. Je ne vous ai pas présenté mon exploitation ? J'ai 80 hectares et une trentaine de vaches mères. Pour moi, c'est un volume de travail qui est largement suffisant d'autant que, plus tard, il faudra le conjuguer avec une vie de famille. Ma position est là. J'ai un outil de production qui me demande une quantité de travail. En plus, j'ai rencontré quelqu'un qui est agriculteur aussi, ce qui m'a fait déménager de ma ferme. Le métier de femme dans l'agriculture n'est pas aussi facile, entre guillemets, que pour un homme. Un homme va pouvoir faire plus de projets, mon compagnon a plus de facilités. Il est salarié d'une CUMA, une coopérative d'utilisation de matériel agricole et ce n'est pas du tout la même chose, c'est certain. Après, c'est un choix de vie. Et aussi ce qui m'a fait choisir le métier de l'agriculture, c'est que ça m'apporte une qualité de vie. En gardant un outil de production raisonnable, ça permet de garder du temps pour soi et pour la vie que je me prépare.

Une participante dans la salle (Anna Auboïs ?) :

Vous avez réussi, comme vous l'avez dit, à donner du sens, à vous réaliser, à vous sentir bien dans ce que vous faites. Mais, comme vous l'avez expliqué, vous avez rencontré des obstacles que vous avez su surmonter. J'aimerais savoir quelles propositions vous pourriez faire aux pouvoirs publics ou institutionnels de façon générale pour que la génération qui arrive juste derrière vous ne rencontre pas les mêmes difficultés. Ou qu'est-ce qui pourrait améliorer les parcours où on s'installe, où on est créateur de son propre emploi ? Je pense que ce sera l'avenir aussi de la jeunesse qui arrive.

Delphine Faucon :

Qu'est-ce qu'il y a comme améliorations à apporter ? Quand on est dans le milieu, on connaît les structures d'aide à la création. Il y a la ??? à Clermont, il y a les boutiques, Pôle emploi, la CCI. Si je n'étais pas tombée sur le Pôle emploi quand j'étais au Pré la Reine, il y a la cellule de création régionale là-bas, je ne sais pas si j'aurais été orientée vers la boutique de gestion et si j'aurais trouvé la boutique de gestion. Je n'en suis pas certaine... Est-ce que j'aurais eu l'idée d'aller à l'espace infos jeunes parce que c'est la boutique de gestion qui m'y a envoyée après ? Non, certainement pas. Il y a encore des maillons à identifier quand on veut créer une entreprise pour mon cas. L'auto-entreprise est géniale. Le seul problème, c'est quand on veut changer de statut. Je suis en plein dedans. C'est bien de vouloir changer de statut. J'ai un an et demi d'expérience dans l'ancienne activité, dans un secteur qui n'est pas connu du tout. Quand je vais à des comités de soutien pour demander des prêts, ils me regardent avec des billes. Même si j'ai un an et demi d'activité et que ça marche, j'ai encore des gens très sceptiques et qui ne comprennent pas ce que

je fais et qui refusent des prêts, ce qui fait que je ne peux pas changer de statut. Je pense aussi qu'il y a un problème sur le statut de l'auto-entreprise. Il est neuf. On s'est lancé dans la SCOP qui n'est pas très bien connue non plus. Les passerelles quand on veut changer de statut sont très compliquées. Les démarches administratives sont compliquées. Mais, les démarches entrepreneuriales sont compliquées tout court. Des allègements d'un point de vue juridique, des papiers administratifs, ce serait bien de s'y pencher, surtout quand on est jeune, qu'on est des filles et qu'ils nous regardent. Dans la majorité des comités, il y a 20 personnes et pas une fille dedans, c'est bien gentil, mais sensibiliser pour mon domaine des messieurs à l'alimentation et aux problématiques de l'alimentation. Ce n'est pas grave, on s'y colle. C'est tout ce que je peux dire.

Nicolas Garceran :

J'ai répondu à un parcours universitaire. Je pense que je suis décisionnaire dans mon parcours depuis que j'ai fini mes études. Ça peut paraître un peu fou. J'ai pris la décision de faire des études médicales, je te rejoins un peu, ce n'est pas un coup de tête. On n'a jamais vraiment conscience de son parcours. On a une idée de ce qu'il y a au bout. Mais, on ne sait pas ce que c'est. J'ai eu des difficultés, c'était un autre obstacle, de grandes difficultés pendant mes études médicales parce que je ne me reconnaissais plus dans l'univers hospitalier. Il y a quand même une difficulté, une longueur des études. C'est épuisant, sans parler de l'internat. L'internat est un moment où il y a énormément de difficultés. On travaille beaucoup. Il y a des obstacles. Mais, par contre, on est dans une voie royale. C'est un cursus qui est cadré. C'est un peu la voie royale qui dure 9 ans. Je n'ai pas vraiment été acteur de mon parcours pendant mes études. J'ai répondu à un format d'études. Par contre, depuis que je suis médecin, je pense que je me sens un peu plus épanoui dans le sens où c'est moi qui suis acteur, c'est moi qui décide d'avoir tel type d'activité. Votre question, je pense qu'elle s'adresse plutôt à un public qui veut, d'emblée, être acteur.

Une participante dans la salle :

Vous avez un parcours particulier. Je pense que ça n'a pas été si simple. Vous êtes parti dans l'humanitaire.

Nicolas Garceran :

Je peux aussi vous parler des obstacles depuis deux ans. Je pense que ce sont des obstacles qui ne sont pas institutionnels mais plus des obstacles personnels. Il y a beaucoup de travail sur soi aussi, pour avoir la maturité de se lancer. Il y a vraiment un déclic. J'ai eu vraiment le sentiment de me lancer dans quelque chose, d'être déclencheur dans un début de parcours. Je pense que c'est vraiment des obstacles personnels. Il y a beaucoup d'appréhension aussi. On part à l'étranger. On part dans un travail qui est complètement différent. J'aurais tendance à conseiller de tenter. Il faut se lancer. J'ai connu deux expériences qui m'ont apporté énormément de maturité, qui m'ont fait énormément avancer, sur un plan personnel très enrichissantes. Je suis très heureux de les avoir tentées. Être déclencheur, ne pas forcément construire un parcours, je pense qu'on est acteur dans son parcours à chaque instant. Je me revois quand j'étais jeune. J'essayais de m'imaginer un parcours. Tu vas faire ça parce que, plus tard, tu vas faire ça. Il y a un peu de ça, effectivement. J'ai fait des études médicales parce que j'entrevois d'avoir un parcours à l'étranger. J'étais dans une optique de me projeter à moyen, long terme. Mais, maintenant, je réfléchis beaucoup moins comme ça. J'y vais pas à pas. Je pense que chaque expérience me permet d'avancer, de réfléchir. On est acteur de son parcours à chaque instant.

Frédérique Saby :

Si je peux me permettre de prendre la parole en tant que professionnelle de l'orientation, en travaillant en mission locale et avec des jeunes qui malheureusement, pour la plupart, n'ont pas votre parcours scolaire, je m'interroge beaucoup sur ce que je viens d'entendre. Une des choses que je retiens, c'est que, tous les trois, vous avez aussi saisi des opportunités. Malheureusement, je fais aussi notre introspection en tant que professionnelle, on est encore dans cette dynamique de projet. On demande aux jeunes, même pour rentrer en CHRS parfois, on leur demande s'ils ont un projet professionnel. Pour ceux qui ne connaissent pas, c'est pour abriter les gens qui sont sans domicile fixe. Ça interroge beaucoup. Et quand je vous écoute, votre maturité, votre éducation, votre parcours ont fait que vous avez été en possibilité de saisir les opportunités qui s'offraient à vous. Si ça peut faire partie des propositions, si c'est ce que vous recherchez, si ça

peut répondre à votre question, je pense qu'on a beaucoup à travailler sur comment on aide les jeunes à saisir et pas à rentrer dans notre cheminement de projet, de « je vais d'abord faire ça parce que c'est là où il y a du travail ». Je le leur ai expliqué aussi. En mission locale, on est un peu appelé les briseurs de rêves et c'est difficile à vivre parfois. On est pris entre des statistiques d'emploi qui disent que c'est là où il y a du travail et que c'est là où il y a des métiers en tension et que c'est là où il faut former des gens et de l'autre côté, des jeunes qui arrivent, parce qu'ils sont jeunes et qu'ils ont envie de rêver, avec plein d'idées dans la tête. Je leur ai expliqué que quand je suis arrivée Vichy dans la mission locale en 2002, j'étais conseillère. Je suis entrée par la petite porte. A la mission locale, je connais même le poste d'accueil. J'étais conseillère à ce moment-là et j'ai rencontré un jeune qui m'a dit « je veux être dresseur de dauphins ». A Vichy, il n'avait pas le bac, autant dire que je l'ai regardé avec des grands yeux, très certainement comme on vous regarde des fois en disant « oui, d'accord, ça ne va pas être évident ». Heureusement et avec des organismes de formation, on est arrivé à lui faire faire des stages. Il est arrivé à rencontrer les bonnes personnes. Aujourd'hui, l'un travaille à Marine land. Il a vieilli depuis. On est partagé. Il ne faut pas leur promettre des lendemains dorés dont on sait qu'ils n'existent pas et les ramener à la réalité. Et, en même temps, quand on a 20 ans, est-ce qu'on n'a pas le droit de faire tous les rêves du monde ? Je rencontre des jeunes qui sont déjà dans notre carcan de projet. Je ferai ça, je vais me former à ça toute ma vie. Je suis sûre que si je fais un tour de salle et que je demande à chacun ce qu'il fait comme métier aujourd'hui et, quand il était à l'école, ce qu'il penserait qu'il ferait... Comme on l'entendait hier en plénière, on sait aussi tous qu'on fera plusieurs métiers dans nos vies. Nous, professionnels de l'orientation, on est encore dans la notion de projet. Je pense que c'est là où on a encore du boulot.

Paolina de Gaullier :

Pour répondre, l'amélioration, je rejoins un peu mademoiselle de droite. Au niveau administratif, c'est quand même compliqué. Le parcours à l'installation agricole est plus ou moins cadré en soi. On a tant de choses à faire, à demander. Quand on est jeune, qu'on a 18, 20 ans et qu'on débarque là-dedans, on n'est pas toujours très au courant de ce qu'il faut faire. On a une multitude d'organismes. On a même la MSA qu'il faut aller voir. Il y a quelquefois un manque d'informations à ce niveau-là. Sur le métier d'agriculteur, il y a une certaine communication à faire. Il est un peu plus compliqué de s'installer quand on n'est pas de ce milieu, mais ça reste possible. Le métier d'agriculteur est un beau métier qui mérite d'être un peu plus promu dans les écoles. Il faut essayer de redorer son blason parce que, comme je le disais, ça m'a offert une belle qualité de vie.

Delphine Faucon :

Je la rejoins totalement parce que, en France, on n'a pas l'habitude de valoriser la création d'entreprise, donc la valoriser auprès des jeunes, entre autres des étudiants qui ont plein d'idées. Le pôle étudiant entrepreneuriat de Clermont-Ferrand est tout jeune. Il y a des choses à faire. Des structures nationales, des associations, je pense au (Mouji) qui peut donner un coup de pouce au pôle entrepreneuriat qui a plein d'idées au national aussi, qui ont déjà des actions qui sont en marche. Il faut s'en inspirer. Il faut le valoriser cet esprit d'entreprise. Pour mon autre côté, le domaine de l'innovation dans le service, c'est très bien, sauf que les gens ne savent pas ce que c'est. Quand on va voir des banquiers, toujours la même chose, quand on veut des sous, les gens ne savent pas qu'on peut faire de l'innovation dans les services. Ils connaissent l'innovation technologique, technique. Là, ça ferme les portes automatiquement parce qu'ils ne savent pas de quoi on parle. Or, il me semble que le développement durable, c'est le futur de demain, qu'il va y avoir plein de créations d'entreprises dans ce milieu-là. Si les structures d'aide et d'accompagnement ne connaissent pas ou ne voient pas que ces métiers vont arriver, il va y avoir un petit souci, je pense.

Si Mohamed Selloum, Directeur de Centre culturel - Mairie de Clermont Fd. :

Je voulais rebondir sur la question de Madame AUBOIS. Cela rejoint un peu ce que vous avez dit Madame. Je m'appelle Si Mohamed Selloum, je suis directeur d'un centre socioculturel d'une maison de quartier à Clermont-Ferrand, dans un quartier très difficile. La question réside tout simplement dans la dose de confiance qu'on peut mettre dans la jeunesse. Tous les jours, j'ai des jeunes qui n'ont pas forcément fait d'études, mais qui ont des idées, des jeunes qui veulent faire des études, mais qui n'ont pas les moyens, des sportifs qui sont des exemples. On parle souvent de

jeunesse cause régionale qui devient nationale maintenant. La question existentielle est dans la confiance qu'on peut mettre dans cette jeunesse. Le jeune est quelqu'un en construction, qui a besoin d'être conforté dans ses choix, plus que d'être aiguillé dans ses choix. Je suis sûr que vous estimez, les uns et les autres, ne pas avoir eu la dose de confiance que vous méritiez. Et, c'est surtout au niveau des personnalités que ça joue. Ça ne laisse la place qu'aux gens qui ont une forte personnalité et qui vont au-delà de ça. Je vous raconte deux anecdotes. Premièrement, dans mon bureau, une semaine après que j'aie commencé à bosser, un jeune est venu, qui a fait un IUP management, qui a fait une licence à Manchester et qui a l'opportunité de pouvoir faire un master spé à l'EM Lyon. L'EM Lyon, c'est le haut du panier, c'est HEC ESSEC SCP, EM Lyon. Mais, malheureusement, il fallait faire un chèque de 15 000 euros ! Quartier sensible, pas de caution parentale, pas de moyens, qu'est-ce qu'on fait ? Ce jeune-là a l'opportunité, il a l'autoroute pour réussir sa vie et ça s'arrête à un problème matériel, financier. On est allé voir plein de gens et on s'est cassé le nez sur pas mal de portes. On a trouvé quelques portes et ce jeune-là, aujourd'hui, est chez Dassault. Deuxième exemple, un jeune qui a bossé 10 ans dans la sécurité, parce qu'il s'est marié et qu'il a eu un enfant. C'est quelqu'un qui a eu son bac avec mention bien, qui a fait 10 ans de sécurité et un jour, grosse question existentielle, il décide de faire un CIF, il passe un BTS en un an et, aujourd'hui, il est chez Michelin. Il est au service commercial et il passe une licence pro. Avec notre petite structure, on a réussi à mettre de la confiance dans ces jeunes-là. La question principale, la pierre que je jette dans le jardin des politiques notamment, c'est de faire un peu plus confiance à sa jeunesse. C'est le fondement même de la réussite. C'est de la confiance. Je voulais savoir si vous, individuellement, vous avez estimé qu'on vous a fait assez confiance, que vous avez été maîtres de votre destin. Est-ce que vous me rejoignez dans cette idée-là et répondez aux politiques en ce sens-là, « faites confiance aux jeunes » ?

Frédérique Saby :

Je vais complètement dans votre sens. Quand on est en interface avec les jeunes comme on l'est, on n'est jamais déçu. A chaque fois qu'on a donné la confiance pour des projets divers et variés, 100 % pour ma part, on n'a jamais été déçu.

Paolina de Gaullier :

Je n'ai pas eu d'intervenant extérieur particulièrement. Je me suis lancée dans un cursus. Au niveau agricole, pour se lancer, c'est assez cadré. La seule confiance était la confiance parentale. Sur ce point-là, il n'y a pas eu trop de danger. C'était pour lui donner une suite, donc elle était ravie. Mes collègues pourront peut-être mieux répondre.

Nicolas Garceran :

Je suis tout à fait d'accord avec vous. Je pense être quelqu'un, peut-être moins ces dernières années, quelqu'un qui manque de confiance en soi. Mais, la confiance, je l'ai eue, celle de la cellule familiale. J'ai la chance d'avoir des parents qui m'ont soutenu, en m'appuyant, en me valorisant, en faisant en sorte que j'aie un peu plus confiance en moi et en m'appuyant matériellement. Malheureusement, ce que vous dites, c'est que j'ai le sentiment que la réussite est un peu conditionnée par une forme de sécurisation de la personne, sécurisation de son cadre d'évolution, sécurisation matérielle. Effectivement, ce n'est pas normal. Quand il y a des jeunes talents, des personnes qui sont brillantes, il faut les aider. Je n'ai pas dû faire des choix à un jeune âge. J'ai commencé mes études à 17 ans, 18 ans. La première année a été horrible. C'est la première année de médecine. C'est un énorme barrage. On donne tout ce qu'on peut. Après, c'est un parcours universitaire où il y a des hauts et des bas. Mais, il n'y a pas de choix de vie à faire. C'est juste avancer petit à petit et essayer de mûrir avec les années d'études. Ce à quoi vous faites peut-être allusion, c'est au début quand on déclenche le parcours. Mon parcours, ça rejoint ce que je disais avant, c'est un parcours universitaire où il y a peut-être moins de choix stratégiques, en tout cas de situations difficiles à des moments critiques. C'est vraiment le début, enclencher le parcours universitaire. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de remises en question. Quand je suis arrivé en cinquième année de médecine, je voulais arrêter. J'en ai parlé à mes parents qui m'ont écouté et j'ai redoublé ma cinquième année. C'était un caprice, un caprice oui et non. Je n'étais pas bien, pas épanoui dans mes études et j'ai eu l'opportunité de faire un break. C'est aussi les parents qui ont sécurisé. A ce moment-là, ça n'allait pas et mes parents m'ont écouté. Ils m'ont valorisé. Ils m'ont sécurisé à ce moment-là où ça n'allait pas. Si, je n'avais pas eu

de parents ou si je n'avais pas eu cette aide-là, peut-être que j'aurais arrêté mes études. Effectivement, ça pose beaucoup de questions.

Si Mohamed Selloum :

Quand je parle de confiance, pour ceux qui étaient là, hier matin, c'est quand on prend l'image de la carapace et quand on passe d'un stade à un autre, on est à nu pendant un petit bout de temps. Et, c'est pendant ce moment où on est à nu qu'on est fragile et c'est là qu'on a besoin de confiance, d'être accompagné, d'être soutenu voire encouragé. Quand je posais la question, elle s'adresse aussi à vous. Quand vous avez fini vos 9 ans de médecine, est-ce que quand vous avez commencé à postuler à Médecins du monde, etc, on vous a fait confiance en tant que jeune médecin pour vous envoyer de l'autre côté de la planète, en ne disant pas « on va peut-être prendre un médecin qui a un peu plus de bouteille, celui-là est peut-être un peu trop fragile » ?

Nicolas Garceran :

On m'a fait confiance.

Si Mohamed Selloum :

Donc, ça vous a permis de vous accomplir.

Delphine Faucon :

Je vais être plus modérée. Dans la création d'entreprise, quand on est une jeune entreprise, il faut les trouver les clients qui nous font confiance. Ça se travaille. Mais, heureusement, il y en a. tout le monde n'est pas partant parce que le premier argument qui sort est que nous n'avons pas d'expérience ou pas assez d'expérience. La structure n'a que deux ans, donc on ne peut pas dire que c'est de l'expérience. Peut-être que dans 10 ans, j'en aurai assez et je reviendrai les voir. La confiance pour une création d'entreprise, il faut l'instaurer tous les jours. Et, ça se travaille. Heureusement qu'on est accompagné. La boutique de gestion, même si, normalement, elle est censée me suivre ne plus me suivre, quand j'ai besoin j'y retourne. Ils sont toujours là, heureusement. Je suis un bébé entreprise, donc il y a encore des choses que je ne sais pas, il y a encore des décisions dont je doute, pour lesquelles il faut qu'on m'aide. Il faut savoir aussi se retourner vers les structures d'accompagnement et accepter de l'aide. Il y en a qui vont dire « j'ai créé et je me débrouille tout seul ». Il faut savoir dire à un moment donné qu'on ne sait pas faire.

Isabelle Renier, Adjointe au Maire de la Seyne sur Mer :

Isabelle Renier. Nous sommes avec ma collègue Adjointes au maire à la ville de la Seyne-sur-Mer. Le Maire à la ville de la Seyne-sur-Mer, pour ceux qui regardent la télé, c'est celui qui pédale pour sauver la maternité. Si je dis ça, c'est juste pour vous dire un peu les difficultés de la ville de la Seyne-sur-Mer. On a du mal en étant ci à trouver les réponses qu'on cherchait parce que la ville de la Seyne-sur-Mer est une ville de 60 000 habitants. C'est une ville avec une énorme cité qui représente 15 000 habitants dont plus de la moitié sont des jeunes. C'est une ville à la ramasse puisqu'il n'y a pas d'argent. Si, au niveau personnel, je suis très intéressée par les parcours dont vous nous avez fait part ce matin, on se trouve, nous, ici, dans la difficulté de trouver des réponses qu'on pouvait attendre, c'est-à-dire se retrouver face à des jeunes de cité qui avaient réussi à s'en sortir, qui aurait pu avoir un parcours professionnel qui aurait pu nous donner un petit peu d'espoir. Tout à l'heure, on parlait de projets de vie, on parlait de rêves, nous, on se retrouve avec des jeunes de la cité qui n'ont pas de parcours de vie et qui n'ont même pas de rêves. C'est un peu compliqué. On a parlé aussi de la confiance. Je suis complètement d'accord. Mais, quand on se retrouve dans une ville comme ça, tout ça est extrêmement compliqué. Quelques jeunes arrivent à avoir des réussites professionnelles, bien entendu. Mais, pour la plupart d'entre eux, bien qu'on ait une mission locale aussi très forte, très présente, des associations qui aident à l'insertion qui sont aussi extrêmement présentes, il y a un énorme travail qui se fait dans la ville de la Seyne-sur-mer, il y a un service jeunesse, on voit bien que la difficulté est toujours là. Et, malgré tout ce qu'on essaye de faire pour sortir ces jeunes de la cité, on a beaucoup de mal à y arriver. Pourtant, en France, je crois qu'on a le projet de rénovation urbaine le plus important. C'est dire. Bien que la ville n'ait pas d'argent, on arrive à investir des millions dans un projet de rénovation urbaine. Malgré ça, on a toujours l'impression que ce sont des pansements que l'on met. On attendait des témoignages de jeunes, mais peut-être que vous allez pouvoir, quand même, nous éclairer sur ces jeunes qui se retrouvent dans les cités avec lesquels on a beaucoup de difficultés à

s'en sortir. Je crois que ma collègue veut rajouter un petit mot parce que tout ce que j'ai dit ça ne doit pas lui plaire. Elle va me rajouter quelque chose.

Jocelyne Léon, Adjointe au Maire de la Seyne-sur-Mer :

Non, ça me convient très bien. Pour en revenir au projet de rénovation urbaine, on en a un peu parlé pendant les journées. 265 millions d'euros, certes, ça fait de jolies façades. Pendant ce temps le club de prévention perd 5 éducateurs spécialisés. Les projets de rénovation urbaine, ça fait le cinquantième que je vois depuis la commission Dubedout, je ne suis pas encore une femme préhistorique, mais presque. Faire des cataplasmes sur les façades, ça me va bien, j'aurais mieux aimé que le club de prévention spécialisé ait des éducateurs spécialisés plutôt que d'en perdre 5. Je suis l'adjointe à l'action socio-éducative et à la prévention de la délinquance, par ailleurs à la police municipale, ce qui ne paraît pas très cohérent, mais si quand même. Je voulais aborder aussi les problèmes de santé. Je suis partie en guerre, ça ne sert pas à grand-chose parce que je ne suis pas la première, comment un gamin à qui on a proposé, dans la soirée, de boire 15 bières et de fumer un peu, peut se lever le matin et faire un projet de vie ? Ce n'est pas évident. C'est aussi une réalité de la jeunesse. Et, Dieu merci, ça n'est pas la seule. Mais, comment ceux-là on les tire vers le haut ? Comment ? Je ne sais pas. On a plein de trucs. C'est vrai que ce n'est pas la majorité. Il y a un peu plus de 8 000 jeunes dans la cité et il n'y a pas 8 000 jeunes en difficulté. Mais, ceux qui y sont, on est complètement démuné pour les sortir de là. On n'a plus de prise. Pour ceux qui vont bien, il y a des parcours scolaires qui sont accompagnés. Et, il y a les 200, 300, 500 qui ne vont pas bien, c'est ceux-là qu'on doit tirer vers le haut. C'était le petit témoignage de la Seyne-sur-mer. Merci.

Frédérique Saby :

Pour aller dans votre sens, je leur ai dit, tout à l'heure, quand on a échangé un petit peu avant, ils sont dans des domaines porteurs. Ils sont dans la santé. Ils témoignent et ils donnent cet espoir-là. Mais, comme directrice de mission locale, le public dont vous parlez, je le rencontre tous les jours. Tous les jours, je m'arrache les cheveux parce que l'écart se creuse entre les jeunes qu'on veut emmener à la qualification et, c'est bien, il faut permettre aux jeunes de se qualifier, et les autres. Quand on n'en est pas là parce qu'il y a eu plein de difficultés ? Quand on en est encore à ne pas du tout savoir ce dont on a envie et même pas du tout avoir envie de se lever et même pas du tout envie d'avoir à participer à quoi que ce soit, quand on en est là, moi aussi je fais la constat que l'écart se creuse. Pour les plus en difficulté, on n'arrive même pas à les rentrer dans les programmes d'accompagnement parce qu'ils ne correspondent même plus. Si je parle du CIVIS ou de programmes comme ça, on ne les rencontre pas parce qu'on sait très bien qu'ils n'en sont pas aux objectifs de ces programmes. Les outils, petit à petit, diminuent. Pour autant, pour répondre aussi en partie, quand on arrive à grappiller quelques sous qu'on ne sait pas toujours où prendre, on arrive à monter un projet. Je suis partie avec la mission locale deux fois dans des chantiers internationaux. On est parti à Madagascar. On est parti au Sénégal. Bien sûr, ça coûte cher. Bien sûr, ce n'est que 10 jeunes. Mais, là, on est parti avec ceux dont vous parlez. Ça a été difficile parce que, et là vous allez pouvoir comprendre ce que je dis, comment on demande à un jeune qui est en difficulté, qui a des problèmes déjà ici pour savoir pourquoi il se lève et ce qu'il fait, de partir à l'autre bout du monde et, culturellement d'intégrer, c'est très violent

Nicolas Garceran :

Je rebondis parce que je peux me permettre de rebondir. Juste avant de commencer mes études médicales, j'ai fait un chantier humanitaire. Je suis parti à l'autre bout du monde, on était une dizaine, avec d'autres jeunes qui n'avaient pas du tout le même parcours, d'autres qui n'avaient pas été jusqu'au lycée, des horizons divers. C'est l'une de mes plus grandes expériences. Ça peut déclencher beaucoup de choses. Ça peut paraître complètement inadapté de partir à l'autre bout du monde alors que les problèmes sont ici. Je vous rejoins totalement.

Frédérique Saby :

Ce qui est important aussi dans ce qu'il est en train de dire, c'est qu'il faut aussi arrêter de stigmatiser. C'est bien de mélanger. Je participe aussi au niveau national à la création de l'institut Bertrand Schwartz. On essaye de trouver des modes pour redonner la parole aux jeunes. Il y a peu de temps où on leur donne le micro. Il y a peu de temps où on leur redonne la parole. Il y a peu de temps où on leur permet d'être dans des actions où on mixe.

Jocelyne Léon :

Il y en a qui n'en sont plus là du tout, qui sont en rupture familiale complète.

Frédérique Saby :

On parle des mêmes

Jocelyne Léon :

Et qui, en termes de santé, ne savent plus trop où ils en sont.

Delphine Faucon :

Je parle de ceux dont vous parlez Madame. C'est avec eux que je suis partie au Sénégal. C'est avec eux que je suis partie à Madagascar. On a de plus en plus de mal à les mobiliser ces actions-là. C'est très compliqué. Je ne m'y suis pas remise. Le conseil régional m'a fait des appels pour que je m'y remette. Mais, c'est difficile. Il faut trouver des cofinancements qui ne sont pas tous dans les mêmes échéances. Il faut trouver des gens qui veulent partir. C'est vraiment difficile à monter comme projet. Mais, ça vaut le coup.

Jocelyne Léon :

Quand je dis que je suis démunie, c'est vraiment démunie ! Il reste encore un étage de jeunes, malheureusement ça commence de plus en plus tôt, c'est-à-dire qu'entre 13 et 14 ans jusqu'à, je n'en sais rien d'ailleurs, qui sont déjà dans un engrenage qui fait que si on ne les sort pas vite de là, c'est foutu.

Frédérique Saby :

Pour finir avec mon propos, quand vous dites c'est déjà fait, il y a plein de façons de le faire. Si je prends la parole c'est que j'ai pu le réaliser deux fois et deux fois en me servant des choses et en les améliorant. La différence entre notre premier voyage au Sénégal et le deuxième à Madagascar, c'est qu'on a mixé. C'est ce dont parlait Nicolas. On a mixé le groupe et on a travaillé avec un centre social. Ça nous a permis d'avoir d'abord des filles et des garçons puisqu'on travaille dans le bâtiment et on avait plutôt des groupes de garçons et aussi de travailler avec des jeunes de cité avec un autre parcours, plutôt bac + 2. Entre eux, aussi, ils se sont renvoyé des choses. Je vous assure, le voyage au Sénégal était très intéressant. On a atteint autre chose. On a gagné en tant que professionnels à travailler en interprofessions parce qu'on ne fait pas la même chose quand on travaille dans un centre social et quand on travaille en mission locale. On ne travaille pas assez ensemble. Et, on a pu aussi mixer les groupes de jeunes. Voyages à l'étranger, on peut toujours faire. Mais, il y a vraiment dans la pédagogie qu'on va utiliser différentes façons de travailler et d'y arriver. Je finirai mon propos, après je vous laisse la parole. Il n'y a pas que ça. Il y a aussi des actions qu'on peut faire dans nos secteurs où il faut absolument qu'on arrive à donner des clefs aux jeunes. On a fait, en 2009, les 10 ans de la mission locale. On a réussi à persuader, et je vous assure qu'à Vichy ce n'est pas rien, la mairie de monter un podium sur la place de la mairie, devant la mairie, sous le bureau du maire. Pour les jeunes, ça veut dire beaucoup de choses. Et, on a donné le micro à 6 groupes de jeunes. Il n'y a eu aucun problème. On leur a donné la sécurité aussi. On leur a expliqué. C'est un enjeu. Ça fait 35 ans qu'il n'y a rien eu avec la mairie. Là, on vous laisse le micro. On vous laisse inviter qui vous voulez. Il n'y a eu aucun problème d'alcoolisation. Il n'y a eu aucun problème de bagarres. On les a vraiment mis acteurs des choses. C'est des petites gouttes d'eau. Tant pis si mon témoignage ne vous contente pas, on n'a pas de baguette magique.

Jocelyne Léon :

Vous parlez de voyages. Y compris avec de jeunes professionnels, avec de jeunes plombiers, de jeunes électriciens, la mixité. Ça n'était pas organisé par la mairie. La mairie ne nous aurait pas aidés. Des associations, la (Miaj), le BIJ tout ce que vous voulez (*partie inaudible sur enregistrement*). Qu'ils aient le micro, ils l'ont toute l'année. La mairie est ouverte. Ils viennent voir le maire quand ils veulent. Ce n'est pas de ces problèmes-là dont je parle. Quand on a fait de l'action socio-éducative, ces problèmes sont connus depuis belle lurette, de leur faire confiance, de leur ouvrir la porte. Le problème est quand un gamin de 14 ans se trouve devant un dealer qui doit vendre parce que, lui, c'est son gagne pain et que tout ce marché parallèle permet aux gens

de la cité de vivre, lui il est vulnérable. et donc, il est vaincu parce que le copain le fait. Je ne parle pas uniquement de gens qui sont dans la cité. On a les quartiers nord qui sont la cité et on a les quartiers sud qui sont au bord de l'eau. Le collège est dans les quartiers sud. Ce n'est guère mieux. Ce n'est pas de cela dont je parle, ce n'est pas des choses qu'on fait depuis combien d'années. C'est de cette catégorie de jeunes qui n'auront jamais de projets de vie parce qu'ils auront le cerveau bousillé.

Si Mohamed Selloum :

On m'a demandé de me représenter. Si Mohamed Selloum, ville de Clermont-Ferrand, centre socioculturel, château des Vergnes. J'avais deux réflexions. La façon dont je vois les choses, ça va répondre un peu à ce que dit la dame, la façon que j'essaye d'insuffler à l'équipe pour bien travailler, c'est qu'il faut passer un peu plus de temps sur la majorité des jeunes qui est silencieuse et qui phagocyte donc moins de temps et un peu moins de temps sur la minorité visible et qui nous bouffe le temps. En tant que travailleurs, animateurs des territoires, 80 % de notre temps, c'est de gérer des conflits. Ça aura l'avantage de mettre en lumière les réussites. La réussite ne veut pas forcément dire être médecin. Un bon garagiste, c'est une réussite. Un bon magasinier, c'est une réussite. Ça aura deux choses intéressantes. La première est de susciter des envies chez les jeunes et d'avoir d'autres exemples que ce dont parlait Madame, c'est-à-dire la personne qui a une belle voiture, mais qui habite toujours dans le quartier, quand même un aveu d'échec pour moi, quand on parle des dealers qui contaminent des gamins de 14 ans, ils continuent à habiter dans les quartiers difficiles, ils n'habitent pas dans les quartiers huppés. La deuxième idée, c'est surtout changer l'image du quartier. Quand on passe plus de temps à montrer des réussites, forcément on passe moins de temps à expliquer qu'il y a tant de descentes de police etc. si on change l'image du quartier, forcément sur les CV on aura une autre approche du jeune en se disant qu'il n'y a pas que des incidents aux Vergnes, il n'y a pas que des incidents à la Gauthière. C'est la première réflexion. La deuxième réflexion est, ça vient sûrement des politiques qui imposent des chiffres, mais, nous au château des Vergnes on est parti sur l'idée qu'on ne résoudra pas le problème de tous les jeunes. Quand on fait un petit voyage de 10 personnes au Sénégal, c'est vrai qu'il y a 45 gamins qui n'y vont pas et 10 qui y vont. Mais, on travaille tout doucement, petit à petit. Il faut rétablir l'équilibre. Et, en sortant, un par un, de la galère, c'est déjà une victoire.

Frédérique Saby :

Cela donne aux 40 autres l'envie d'y aller, l'année d'après.

Simohamed Selloum :

C'était le premier cheminement. Deuxième cheminement, j'ai envie de vous dire que la boisson, l'alcool, ce n'est pas l'apanage de la jeunesse d'aujourd'hui. Ça a toujours existé. Aujourd'hui, on dit que les jeunes boivent, dealent, mais ça a toujours existé. Aujourd'hui, les grands chefs d'entreprise, c'était les hippies des années 60/70, c'était les blousons noirs des années 60/70. Quelqu'un qui deale ou quelqu'un qui fume, ce n'est pas forcément quelqu'un sans avenir. Je ne fume pas, je ne bois pas je vous rassure, je n'ai jamais fumé, je n'ai jamais bu de ma vie. Mais, arrêtez d'avoir peur de la jeunesse. Ou alors, vous avez une mémoire sélective. Je me souviens, il y avait une femme qui travaillait à la politique de la ville à l'époque où j'étais jeune militant associatif qui m'a fait lire un texte, je vous garantis que c'était ce qu'on dit aujourd'hui. La jeunesse fait peur, la jeunesse est incapable, la jeunesse ne travaillera jamais. C'était un texte de Platon. Elle m'a dit « Mohamed, lis ça ». Je commence et je demande qui a écrit ça. Elle me dit que c'est Platon. A méditer.

Elisabeth Legroux, Conseillère technique Enfance-Jeunesse à la CAF du Loiret :

C'est plus une question qui vous est adressée, Madame. Sur les financements, la viabilité de votre entreprise d'un point de vue économique, vous avez dit que vous faisiez de l'innovation dans les services, que vous aviez du mal au niveau des banques. Vers qui vous pouvez vous tourner, collectivités locales, institutions publiques ?

Delphine Faucon :

J'ai la chance d'avoir créé une SCOP. Quand on crée une SCOP, on a des aides du conseil régional. J'en suis au point où je n'en suis qu'avec la banque parce que tous les comités m'ont fermé la porte. C'est juste ce que je peux dire. Je vais avoir les 10 000 euros de la création. Après,

je sais que, potentiellement, il y a le FIAD qui arrive à partir du mois de janvier. Je suis dans un montage financier où je vois le comptable cet après-midi. Je ne sais pas si je prends les 10 000 euros du conseil régional via la SCOP ou si je fais appel au FIAD parce qu'on n'a pas le droit de cumuler les deux.

Anna Aubois :

Avec une création d'emploi, vous y avez droit.

Delphine Faucon :

On m'a dit que non, donc il faut vous mettre d'accord.

Elisabeth Legroux :

Quand vous intervenez dans les quartiers, vous avez des financements par des collectivités ?

Delphine Faucon :

Je suis financée en direct. Soit je vais dans des écoles et les écoles ont des budgets pour me financer, soit par exemple, j'étais à « Sable show » cet été, là c'est la ville de Clermont-Ferrand qui m'a payée et je faisais des animations gratuites pour le grand public. Je joue par intermédiaires. On est un statut entre l'entreprise et l'association. Je ne sais même pas si je peux déposer un dossier au CUCS par exemple. Ce n'est que les associations. Il y a toujours la problématique que je ne suis pas une association. Je n'ai pas voulu me mettre en association. Je sais pourquoi. Je voulais professionnaliser, entre autres, mon activité. Dans une association, si j'étais la présidente, je ne pourrais pas être salariée. Il y avait le problème de me trouver un bureau, d'être d'accord avec le bureau. Tout ça fait que j'étais quasiment obligée de faire une entreprise si je voulais être maître de mon activité. Quand on est dans le domaine de la santé publique parce que je considère que je suis dans la santé publique, je n'ai pas les passerelles pour faire appel aux fonds publics. Le problème est là.

Elisabeth Legroux : Sachant que votre objectif est de développer le service aux entreprises. Quand je parle d'innovation de services, c'est bien que les chefs d'entreprises dans le cadre des plans de prévention ... *(suite inaudible sur enregistrement)*.

Delphine Faucon :

Je suis aussi dans ce qui est bien-être au travail, donc je vais tabler sur cette filière. Mais, j'ai une fibre, les gamins dans les écoles, c'est mon métier aussi. Donc, comment je fais alors que j'ai de la demande ? Les infirmières m'appellent. Elles pleurent au téléphone parce qu'elles veulent me faire venir et elles n'ont pas les sous pour me faire venir. Je veux bien, mais ce n'est pas viable pour mon activité. Comment jouer avec les budgets ? J'essaye d'avoir des activités qui me rentrent de l'argent pour que je puisse avoir des marges de manœuvre quand une école m'appelle et que je puisse un peu casser les prix. Ce n'est pas viable. Je fais comme je peux.

Elisabeth Legroux :

Excusez-moi, je ne me suis pas présentée, Elisabeth Legroux. Je suis conseillère technique à la enfance jeunesse à la CAF d'Orléans.

Mathieu Laribe, Responsable du BIJ de Bègles :

Bonjour. Mathieu Laribe. Je suis responsable du bureau information jeunesse de Bègles. Je voulais reprendre au niveau de vos parcours professionnels, au niveau surtout de l'évolution. On sait très bien qu'on est dans une société où théoriquement on doit de plus en plus s'adapter. Il y aura sûrement plusieurs formations qu'on va, de préférence, réaliser pour s'adapter à la société. Avez-vous déjà une réflexion, même si vous êtes juste lancés, sur une évolution de votre carrière et vers quoi ?

Nicolas Garceran :

Je m'oriente vers la santé publique. J'ai commencé un master en santé publique, l'an dernier. Je me vois faire de la santé publique dans les prochaines années. Je ne me vois pas pratiquer la médecine, être praticien faire de la clinique. Je me vois plus me former à la santé publique et

après sur des postes de coordination, chef de projet. Je prends le temps. Je n'ai pas envie de me presser. Pour l'instant, j'ai envie d'emmagasiner de l'expérience

Delphine Faucon :

En étant chef d'entreprise, il faut être au fil de l'actualité tout le temps, surtout dans les thématiques de l'alimentation ou du développement durable. On est amené à toujours se former, monter au national pour suivre des conférences, voir où ils en sont. On est tout le temps dans la formation. Je pense que c'est pareil pour toi. Le fil de l'actualité fait qu'on se forme tout le temps.

Paolina de Gaullier :

L'évolution de l'exploitation, il n'y en a pas tellement. C'est des projets au coup par coup, internes à l'exploitation. Structurellement, je n'envisage pas pour le moment de changer quoi que ce soit. Si la conjoncture vient à basculer, ça peut arriver, malheureusement, il faudra voir. Je n'ai pas de projets à court terme.

Ludovic Pommaret, Animateur territorial au Conseil régional d'Auvergne :

Ludovic Pommaret, Conseil régional d'Auvergne, Animateur des politiques de formation sur le territoire de Vichy. Tout à l'heure, vous nous avez répondu à cette question en disant que, dans quelques années, votre ambition était d'arriver à équilibrer vie professionnelle et vie personnelle avec la constitution d'une famille. L'étape dans votre projet professionnel, ça semble être ça.

Paolina de Gaullier :

J'ai rencontré quelqu'un. On habite ensemble maintenant. Ça m'a fait déménager. Pour moi, c'est plus ou moins acté. J'habite à 15 kilomètres de la ferme, donc ce n'est pas une grosse contrainte à part en période de naissances. Ça ne va pas être un changement énorme. Ça va être une adaptation sur un investissement matériel, peut-être une autre organisation du temps, c'est sûr. Si, effectivement, il y aura un projet à réfléchir en fonction de ma mère si elle s'arrête ou non. Moi n'habitant pas dans l'exploitation, elle assure une bonne présence quand je ne suis pas là. Ça peut être le gros projet qui va me faire réfléchir pour les années à venir, pour la surveillance ne serait-ce que des animaux. Pour parler pratique, je pars à 7 heures du soir. Donc, elle assure une surveillance vers 11 heures. Je reviens vers 7 heures du matin. Quand elle ne sera plus là, si la naissance se passe mal, je vais être en difficulté. Dans mon cas, la vie familiale va poser un petit peu problème. Mais, pour le moment, je n'ai pas envie de me dire, ça va compliquer l'existence. Je le prends au jour le jour. Pour le moment, ça me suffit.

Frédérique Saby :

Il n'y a plus d'autres interventions, vous n'avez plus d'autres questions ?

Je vous propose qu'on close le débat alors. La reprise des débats pour suite du colloque est à 11h 30. Merci et bonne journée à tous.